

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

Deutsche Börse et LSE
**L'impossible fusion
qui va favoriser
New York** PAGE 22



www.ram-ai.com

Numérique et marchés privés

ASSET MANAGEMENT.
C'est à ces thèmes qu'a été dédiée une conférence hier.

C'est sur les thèmes «Réalités numériques et opportunités sur les marchés privés» que s'est tenue, jeudi à Pfäffikon, dans le canton de Schwyz, sur les rives du Lac de Zurich, la conférence Swiss Asset Management Day, avec quelque 280 participants. Le programme prévu le matin était dévolu à l'impact de l'inégalité de la croissance et de la richesse mondiale. Et à la réflexion de Robert Wade, Professeur à la London School of Economics, prolongeant celle d'Adam Smith au dix-huitième siècle. Thème traité récemment par l'économiste français Thomas Piketty auquel Robert Wade reproche pourtant d'avoir peu traité les effets, positifs et négatifs, de l'inégalité. Pour Jutta Steiner, fondatrice de Parity Technologies et Chief Security de Ethereum, la technologie du blockchain et des crypto-monnaies pourrait marquer la fin de la domination actuelle de l'industrie financière. Mais pour Andreas Iten, Directeur général et responsable technologique (CIO) de SIX Financial Information, malgré le caractère toujours moins différencié d'un nombre croissant de prestations bancaires et, partant, de leurs faibles marges (commodity), les enseignes bancaires disposent d'autres atouts compétitifs. A condition de se réinventer. En choisissant clairement leur rôle (agrégation, plateforme, fournisseur). Face à l'émergence du blockchain, une saine dose de scepticisme reste d'ailleurs de mise: ne pas hésiter à s'interroger sur le pourquoi. Car si cette technologie recèle des opportunités, elle ne résoudra pas tous les défis. Dans son exposé, Iwan Deplazes, le Président de la plateforme Asset Management de l'ASB et responsable de ce métier à la BC de Zurich, défend les placements privés dans les investissements des caisses de pension. A son gré, compte tenu de leur horizon à long terme, celles-ci sont prédestinées à investir dans les placements illiquides. D'autant qu'elles bénéficient de décennies d'expérience dans les placements illiquides: l'immobilier. D'où la proposition de nouvelles limites de 15% chacune pour les actions privées et pour la dette privée, déjà proposée par le groupe de travail «Prévoyance professionnelle» de l'ASB. -(PK)

Le rapport fiscal de cette année sur la Suisse a un goût particulier

Le point annuel de situation présenté hier par KPMG à Zurich a été dominé par la réforme de l'imposition des entreprises.

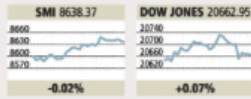
PIOTR KACZOR

C'est une importance relative que revêt, du moins au niveau de la fiscalité des entreprises, le Rapport fiscal 2017 présenté hier à Zurich par KPMG. Relativisée par le rejet populaire de la Réforme de l'imposition des entreprises III (RIEIII) en février dernier. Une importance relative mais guère atténuée. C'est en effet pour les cantons aux taux d'imposition ordinaires les plus élevés (Genève, Vaud et Bâle Ville) que les défis sont majeurs. Les variations enregistrées d'une

année à l'autre tant au niveau des cantons que des différents Etats ont été le plus souvent d'une faible portée. Malgré des tendances plus marquées pour certains pays sur le long terme. Et les ambitions de compétitivité fiscale de la Grande-Bretagne, dicées par le Brexit. En Suisse les projets d'abaissement des taux ordinaires annoncés avant la votation par une douzaine de cantons représentent des bases de travail d'autant plus réalistes que ne se relâche pas la pression sur les autorités cantonales induite par le risque d'exode d'entreprises au

bénéfice d'un statut privilégié. Peter Uebelhart, responsable des Services fiscaux de KPMG, a concentré son analyse sur la force d'attraction de la place économique et d'acceptation internationale susceptibles de faire avancer le Projet fiscal 17. Il a souligné que l'application d'un intérêt théorique déductible sur le capital propre excédentaire n'était pas éloignée du projet européen, relayé, d'Assiette Commune Consolidée pour l'Imposition des Sociétés (ACCIS), qui laisse entrevoir un montant en franchise pour les investissements

favorisant la croissance. Même si ces possibilités de déductions doivent encore être limitées par des prescriptions contre l'évasion fiscale. Paradoxalement cette possibilité critiquée par les opposants à la RIEIII serait relayée par un projet européen visant à lutter contre l'évasion fiscale. KPMG, a aussi mis en évidence la marge de manœuvre des cantons, y compris au niveau de l'imposition des brevets (patent-box), même si cette marge se trouve restreinte par la périquation financière nationale. PAGE 3



LE GROUPE MUTUEL À MARTIGNY

Pertes réduites et équilibre en vue

SEEDSTARS WORLD À L'EFF DE LAUSANNE
Cinq start-up récompensées

LE GROUPE MOBILIÈRE SUR UN AN
Performance impressionnante

LE GROUPE SIKA À QUELQUES JOURS DE L'AG
Aucun signe de résolution en vue

SWISS ASSET MANAGEMENT DAY HIER A propos de réalités numériques

LE SWISS ECONOMIC FORUM (SEF)
Première édition du Campus Day

FIN DE LA SAISON DES RÉSULTATS ANNUELS
Dix blue chips ont surperformé

CHIFFRES DE L'EMPLOI AUX ÉTATS-UNIS
Très au-dessus des prévisions

Une ère nouvelle commence à Vevey



PAUL BULCKE. L'assemblée générale du groupe Nestlé l'a élu hier à la présidence pour succéder au légendaire Peter Brabeck. Quelques semaines après l'entrée en fonction d'un CEO venu de l'étranger. PAGE 6

Equilibrisme dans le transport d'énergie

SWISSGRID. L'opérateur a aussi annoncé hier des avancées tardives sur plusieurs projets de ligne à haute tension.

L'objectif de Swissgrid est d'assurer la sécurité d'approvisionnement en électricité d'une manière aussi efficace que possible. Une amélioration de l'Ebit ou du résultat net en 2016 n'a donc pas la même pertinence pour mesurer la qualité de la gestion opérationnelle que pour une entreprise plus «normale». L'Ebit a essentiellement augmenté en raison de nouvelles installations reprises. Un bénéfice trop important conduit à une révision à la baisse des paramètres définis par la Commission de l'électricité (ElCom). C'est d'ailleurs le cas pour l'exercice 2017. Mais une part revient aussi à Swissgrid, qui a pu réduire

ses coûts tout en assurant le même niveau de sécurité de l'approvisionnement. Ce qui est passé par une augmentation des capacités d'importation et la mise en service accélérée (9 mois au lieu de deux ans) d'un transformateur pour la période d'indisponibilité du réacteur nucléaire Beznau 1. La société évoque aussi les avancées sur plusieurs projets de lignes à haute tension bloqués depuis longtemps. Deux d'entre eux peuvent enfin entrer en phase de réalisation. Le volume d'investissement a déjà été augmenté l'année dernière, pour se maintenir à ce niveau-là cette année. PAGE 6

Partenariat décisif avec l'éditeur Avaloq

PERFORMANCE WATCHER. L'application comparative d'IBO est une solution fintech Avaloq Banking Suite.

IBO, créé à Nyon et dirigé par Nicholas Hochstadter et Avaloq, l'éditeur de logiciels bancaires, viennent de conclure un partenariat. Il permet aussi à Performance Watcher, l'application comparative d'IBO dédiée à la gestion de portefeuille, de poursuivre de nouveaux développements sur le portail «developperavaloq.com», lancé en 2016. La présence de Performance Watcher sur l'Avaloq Banking Suite garantit à IBO d'atteindre son cœur de cible: les banques et les sociétés de gestion. Lancé au printemps dernier, le portail «developperavaloq.com» propose aux



NICHOLAS HOCHSTADTER. Plutôt fier d'avoir été retenu.

développeurs de créer des applications directement sur l'Avaloq Banking Suite en mettant à leur disposition des éléments logiciels jusqu'ici accessibles aux seuls clients d'Avaloq. PAGE 8

Performances touristiques en recul

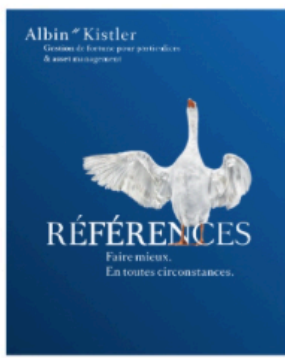
La Suisse rétrograde de quatre places dans le Top ten à l'échelle mondiale. Sa politique de visas n'est pas à la hauteur.

La Suisse a perdu du terrain sur deux ans dans le Top 10 de la compétitivité des activités touristiques à l'échelle du monde, ranking de référence établi par le Forum économique mondial à Genève (WEF). Elle recule de quatre places pour figurer en dixième position sur 136 Etats. Sur une échelle de 1 à 7, l'indice de la compétitivité touristique est de 4,9. La Suisse a surtout perdu des points dans la valorisation de ses ressources naturelles (4⁵ position). Elle reste quand même numéro un au classement de l'environnement durable. Comme il y a deux ans, l'Espagne

raffie la première place, toujours suivie de la France et de l'Allemagne. De manière générale, l'Asie remonte nettement. Le Japon s'adjuge ainsi la 4^e position (+5 en deux ans), devant le Royaume-Uni et les Etats-Unis. L'Italie occupe le 8^e rang. La Chine se hisse à la 15^e place (+2) et l'Inde à la 40^e (+12). Les ressources culturelles de la Suisse sont aussi moins bien notées (35^e). Le marketing touristique a perdu en efficacité (29^e). La Suisse s'en sort moins mal qu'il y a deux ans en revanche sur le plan des prix (136^e). Les principaux avantages du point de vue des touristes trans-

frontaliers (y compris de transit) portent principalement sur les qualifications des ressources humaines (3^e), les infrastructures routières (4^e) et aéroportuaires (11^e). Les services touristiques, jugés «extrêmement bien développés», se placent en 6^e position au classement. La compétitivité a surtout subi les obstacles dans le recrutement des collaborateurs hors Union européenne (61^e), et de faibles avancées sur le plan de l'ouverture en général (30^e). Le rapport estime que la Suisse aurait tout à gagner à mieux valoriser ses ressources naturelles et culturelles. Et à flexibiliser sa politique de visas.

Le secteur touristique génère 10% de la valeur économique ajoutée à l'échelle du monde. Il assure un emploi sur dix et sa croissance dépasse celle des autres branches. L'environnement toujours plus protectionniste entrave la progression du commerce international, mais il ne représente pas un frein au tourisme mondial. Dans le cadre de la quatrième révolution industrielle, la connectivité devient aussi un facteur déterminant de succès dans le tourisme. La Suisse se place en troisième position dans ce domaine, derrière Hong Kong et le Danemark. ■



Albin Kistler
Généraliste fiduciaire pour particuliers et sociétés
à Aspers (VD)

RÉFÉRENCES
Faire mieux.
En toutes circonstances.